



## Déclaration de la plate-forme « Publiez ce que vous payez » au G8 d'Evian

La coalition internationale « Publiez ce que vous payez ! », constituée de plus de cent ONG, se réjouit de la mise à l'ordre du jour, au prochain sommet du G8 à Evian, du thème de **la transparence dans le secteur des industries extractives**. Le gouvernement français a en effet proposé de mettre l'accent, lors de cette rencontre sur le vaste thème de la responsabilité financière, sociale et éthique des gouvernements et des compagnies.

La transparence des flux financiers liant les entreprises pétrolières, gazières et minières aux gouvernements est une première étape qui contribuera largement à la réduction de la pauvreté, à la sécurité énergétique globale et au débat sur le manque de bonne gouvernance budgétaire dans de nombreux pays riches en ressources naturelles.

En effet, **l'absence de mécanismes de transparence comptable adéquats contribue à une mauvaise gestion des revenus, ce qui engendre des impacts économiques et sociaux particulièrement négatifs**, (pauvreté persistante et systémique, conflits armés, violations des droits de l'Homme, instabilité politique...). La transparence des revenus provenant des ressources naturelles, qui est la norme dans les pays développés, améliorerait également la capacité des citoyens des pays en développement à s'engager en connaissance de cause dans un débat sur une utilisation optimale des ressources naturelles.

C'est pourquoi, la plate-forme française « Publiez ce que vous payez ! » interpelle le G8 pour qu'il s'engage à établir un cadre international pour la publication, pays par pays, des sommes (impôt, taxes, et autres versements) versées par les compagnies pétrolières, gazières, et minières aux gouvernements.

### **« Publiez ce que vous payez ! » demande en particulier aux membres du G8 :**

- D'exiger que les compagnies extractives publient les sommes versées et les accords contractuels conclus avec les gouvernements et les compagnies de tous les pays où ils opèrent; de contrôler la bonne application des normes de publication; et d'établir et mettre en œuvre des normes internationalement reconnues pour la publication de ces versements.

- **D'établir des directives juridiquement contraignantes pour les agences de crédits à l'exportation**, publiques et multilatérales, de manière à ce qu'elles ne fournissent des crédits subventionnés et des assurances que pour des opérations qui engagent des pays et des compagnies qui se conforment aux meilleurs usages reconnus en matière de gestion transparente des revenus.
- **De coopérer avec le Fonds Monétaire International, la Banque mondiale et les Banques régionales de développement** pour s'assurer du respect par les pays membres et les compagnies opérant sous leur juridiction des normes de publication pour les industries extractives.
- **De soutenir et donner la primauté à l'initiative britannique Extractive Industry Transparency Initiative (EITI)** qui travaille à la mise en œuvre d'un standard international pour la publication des sommes versées par les compagnies et perçues par les gouvernements. Les gouvernements du G8 doivent également s'engager clairement à contribuer à la réalisation des principes et objectifs de l'initiative.
- **De fournir un soutien technique aux pays exportateurs de pétrole et de minerais dans la mise en œuvre de régimes politiques socialement responsables et transparents**, en particulier à la société civile afin de favoriser un contrôle citoyen de la gestion des revenus de l'exploitation des ressources

La coalition « Publiez ce que vous payez » insiste sur le fait que les gouvernements du G8 ont le devoir et aujourd'hui une réelle opportunité d'établir des mécanismes de publication des flux comptables provenant des compagnies extractives. Il est de leur propre intérêt que cela soit mis en œuvre, pour favoriser en particulier la sécurité énergétique et l'efficacité des programmes d'aide au développement, efficacité compromise par l'insuffisance de ces mécanismes comptables dans bon nombre de pays récipiendaires riches en ressources naturelles.

**La clé de la responsabilité des entreprises et des gouvernements est la transparence : il est impossible de gérer correctement des revenus dont on ignore le montant.**

*Dans le cadre du Sommet pour un autre monde à Annemasse du 29 au 31 mai, une table-ronde « Responsabilité sociale et environnementale des entreprises » (Gymnase Beulet à Annemasse jeudi 29 mai à 15h) développera cette problématique.*

*Henry Parham, coordinateur européen de la coalition « Publish what you pay ! », Antoine Sondag, Secours Catholique/Caritas France et plateforme française « Publiez ce que vous payez ! » et Brice Mackosso, Commission Justice et Paix Congo Brazzaville interviendront à cette occasion.*

**Contact Presse : Maylis d'Aboville - Secours Catholique/Caritas France  
Tel : 01 45 49 73 23 – 06 74 95 55 19**

## Informations complémentaires :

Initiée en Grande Bretagne en juin 2002 par Global Witness, appuyée aujourd'hui par plus de 110 organisations non gouvernementales, la campagne « Publiez ce que vous payez ! » a pour principal objectif d'aboutir à ce que les compagnies extractives (pétrole, gaz et ressources minières) publient, de façon systématique et transparente, le montant des taxes et redevances de toute nature qu'elles versent aux Etats des pays dans lesquels elles sont présentes

De cette façon, les parlements et les citoyens de ces pays disposeront d'informations, sur la base desquelles, ils pourront suivre l'usage fait de ces revenus et veiller à ce que ceux-ci participent au développement et à la réduction de la pauvreté. Cette plus grande transparence permettra de lutter contre les détournements de fonds, la corruption et l'appropriation illicite des ressources en cause, phénomènes constatés dans de nombreux pays incarnant ce paradoxe richesse en ressources naturelles/pauvreté de la population (Angola, Azerbaïdjan, Indonésie, Congo-B, République Démocratique du Congo, Nigeria, Kazakhstan, Venezuela, etc.)

**Site web de la coalition:** [www.publishwhatyoupay.org](http://www.publishwhatyoupay.org)

**Contact:** Henry Parham, Publish What You Pay Coordinator  
Tel: +44 (0) 20 7981 0315, [coordinator@publishwhatyoupay.org](mailto:coordinator@publishwhatyoupay.org)

## **Les membres de la coalition internationale Publish what you pay sont :**

Accao para o Desenvolvimento, Pesquisa e cooperacao Internacional (Angola)  
African Oil Policy Initiative Group (United States)  
Africa Centre for Constitutional Development (Nigeria)  
African Network for Environmental and Economic Justice (Nigeria)  
Agencia Ecumenica para o Desenvolvimento Social em Angola (Angola)  
Agir Ici (France)  
Al Dugan Foundation (United States)  
Amnesty International (Netherlands and United Kingdom)  
Association Algerienne de Lutte contre la Corruption (Algeria)  
Association Burundaise des Consommateurs (Burundi)  
Association Nigerienne de Lutte contre la Corruption (Nigeria)  
Association SHERPA (France)  
Attac (France)  
Banneker Center for Economic Justice (United States)  
Berne Declaration (Switzerland)  
Botswana Council of NGOs (Botswana)  
Brazilian Institute of Social and Economic Analyses Brazilian)  
Broederlijk Delen (Belgium)  
Bureau on Human Rights and Rule of Law (Kyrgyzstan)  
The Burma Campaign (United Kingdom)  
Campaign Against Arms Trade (United Kingdom)  
CARE France  
CARE International UK (United Kingdom)  
Catholic Agency for Overseas Development (United Kingdom)  
Catholic Relief Services (United States)  
Caucasus Environment (Georgia)  
CEE Bankwatch Network (Czech Republic)  
CEFOD (Chad)  
Center for Economic and Social Rights (United States)  
Centre for Democracy and Development (Nigeria/United Kingdom)  
Centre for Development, Constitutionalism and Peace Advocacy (Nigeria)  
Centre pour l'Environnement et le Développement (Cameroon)  
Centre for Minority Rights Development (Kenya)  
Centre for Social Development of Cambodia (Cambodia)  
Christian Aid (United Kingdom)  
Collectif TOTAL (ex-Elf) ne doit pas faire la loi! (France)  
Comboni Missionaries (Bari, Italy)  
Concern for Development Initiatives in Africa (Tanzania)  
Conflicts over Natural Resources Solidarity Network  
Cordaid (The Netherlands)  
Corporación Observatorio Latinoamericano de Conflictos (Chile)  
The Corner House (United Kingdom)  
Ecological Society Green Salvation (Kazakhstan)  
Ecumenical Net Centralafrica (Germany)  
EITD Research (Cameroon)  
Environmental Defense (United States)  
Fastenopfer (Switzerland)  
Fatal Transactions (Europe)  
Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (France)  
Forest Peoples Programme (United Kingdom)  
Forum Civil (Senegal)  
Forum Voor Vredesactie (Belgium)  
Friends of the Earth (United Kingdom and United States)  
German Pacific Solidarity Network (Germany)  
Germanwatch (Germany)  
Global Witness (United Kingdom)  
Helping Hands Group (Nigeria)  
Human Rights Watch (United States)  
Info Birmanie (France)  
Institute for Economic and Social Reforms (Slovakia)  
Institute of Human Rights and Humanitarian Law (Nigeria)  
International Crisis Group  
Justice et Paix (France)  
Justica Paz e Democracia (Angola)  
Kyrgyz Committee for Human Rights (Kyrgyzstan)  
Lawyers' Environmental Action Team (Tanzania)  
Liga Jubileu 2000 Angola (Coalition Jubilee 2000, Angola)  
Medico Internacional (Germany)  
Mineral Policy Center (United States)  
Mineral Policy Institute (Australia)  
National Resources Defense Council (United States)  
Netherlands Institute for Southern Africa (Netherlands/South Africa)  
Network for African Peace Builders (Zambia)  
Novib (Netherlands)  
OIKOS (Angola)  
Open Society Institute  
Operation Young Vote (Zambia)  
Our Niger Delta (Nigeria)  
Oxfam International  
Partnership Africa Canada  
Pax Christi Netherlands  
Pax Christi Flandres  
The Prince of Wales International Business Leaders Forum (United Kingdom)  
Public Policy Research Centre (Kazakhstan)  
Public Service Accountability Monitor (South Africa)  
Save the Children (United Kingdom)  
Scottish Catholic International Aid Fund (United Kingdom)  
Secours Catholique (France)  
SOLIDAR (Belgium)  
Survie (France)  
Tanzania Association of NGOs (Tanzania)  
Tearfund (United Kingdom)  
Transparency International  
Transparency International (Azerbaijan)  
Transparency International (Cameroon)  
Transparency International (France)  
Transparency International (Germany)  
Transparency International (Kazakhstan)  
Transparency International (Kenya)  
Transparency International (Indonesia)  
Transparency International (Mauritius)  
Transparency International (United Kingdom)  
Transparency International (Zambia)  
United Nations Association (United Kingdom)  
Urgewald (Germany)  
Verbraucher Initiative (Germany)  
Wassa Association of Communities Affected by Mining (Ghana)  
West African NGO Network  
Western Sahara Campaign (United Kingdom)  
Women's Ray (Kazakhstan)  
World Economy, Ecology & Development Association (Germany)  
Yonge Nawe Environmental Action Group (Swaziland)  
Zero Corruption Coalition (Nigeria)  
Zimbabwe Democracy Trust (USA)

**La plateforme française “Publiez ce que vous payez ”**, lancée en avril 2003 compte aujourd’hui une dizaine de membres : Agir Ici, Amis de la Terre, Secours Catholique, Survie, Association Sherpa, CRID, Collectif Total (ex Elf) ne doit pas faire la loi!, Semaines Sociales, Transparency International France, Info Birmanie, etc. **Vous pouvez la rejoindre! Contact:** [asso.sherpa@wanadoo.fr](mailto:asso.sherpa@wanadoo.fr)